

Tunisie : Ben Ali en fuite, soutien à la révolution démocratique

samedi 15 janvier 2011, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2011).

COMMUNIQUÉ DU NPA. BEN ALI EN FUITE, SOUTIEN À LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE.

vendredi 14 janvier 2011

Le dernier discours de Ben Ali n'a convaincu personne. Toute la journée, des manifestations massives ont eu lieu, notamment à Tunis, rassemblant des dizaines de milliers de personnes pour exiger le départ immédiat de Ben Ali.

Ni l'annonce du limogeage du gouvernement, ni l'annonce d'élections anticipées n'ont démobilisé la jeunesse, les travailleurs, la population.

La répression de la police a continué.

Le dictateur Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, soutenu jusqu'au bout par le gouvernement français a pris la fuite. Il semblerait qu'il ait pris la direction de la Paris. Si c'était le cas, ce serait une preuve supplémentaire de la collusion entre le gouvernement français et le dictateur déchu.

Ben Ali avait proclamé l'état d'urgence avant son départ. L'armée a pris le contrôle de l'aéroport.

Nul doute qu'entre son entourage politique et l'armée, la lutte pour le pouvoir va s'exacerber.

La fuite du dictateur c'est une grande victoire pour le peuple tunisien.

Le NPA renouvelle tout son soutien au peuple tunisien, à la révolution démocratique à laquelle il aspire.

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, sera présent à la manifestation unitaire de soutien au peuple tunisien prévue samedi 15 janvier, à Paris, à partir de 14h, place de la République.

Le 14 janvier 2011.

DÉCLARATION D'OLIVIER BESANCENOT. INTERVENTION SCANDALEUSE DE MME. ALLIOT-MARIE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

M^{me}. Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, a tenu, le 12 janvier, des propos scandaleux et inadmissibles. En proposant au dictateur Ben Ali le savoir-faire de la police française « pour régler les situations sécuritaires », elle s'est clairement rangée du côté de la répression qui a fait près de 70 morts depuis la mi-décembre.

M^{me}. Alliot-Marie doit s'excuser ou démissionner et le gouvernement français cesser de soutenir le dictateur en place.

Le dernier discours de Ben Ali est une tentative désespérée pour sauver son pouvoir.

Qui peut croire encore à de telles promesses de la part d'un président qui a accapéré, pillé les richesses du pays, étouffé toutes les libertés, muselé l'opposition, fait arrêter encore il y a quelques jours Hama Hammami, dirigeant du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), fait tirer sur les manifestants ?

Ben Ali doit partir et laisser le mouvement social tunisien, les organisations politiques d'opposition bâtir une nouvelle société débarrassée de toutes les tares du régime Ben Ali.

Le 14 janvier 2011.

Soutenons la lutte des populations de Tunisie et d'Algérie !

NPA Bordeaux

Le discours de Ben Ali promettant son départ pour 2014, n'a convaincu personne. Le lendemain, des manifestations massives ont eu lieu, notamment à Tunis, rassemblant des dizaines de milliers de personnes pour exiger le départ immédiat de Ben Ali.

Ni l'annonce du limogeage du gouvernement, ni l'annonce d'élections anticipées n'ont démobilisé la jeunesse, les travailleurs, la population qui se sont affrontés à la répression de la police qui a continué. Ben Ali a également proclamé l'état d'urgence et l'armée a pris le contrôle des aéroports.

Face à la rue et aux manifestants, le dictateur Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, soutenu jusqu'au bout par le gouvernement français a pris la fuite. Après avoir visiblement tenté d'atterrir à Paris, où le gouvernement français a refusé de l'accueillir par crainte des réactions, il a dû se réfugier en Arabie Saoudite.

La fuite du dictateur est une grande victoire pour le peuple tunisien, même s'il est clair qu'il a face à lui l'armée et l'ancienne équipe gouvernementale toujours en place. Ghannouchi qui le remplace est 1^{er} ministre de Ben Ali depuis 11 ans ! Celui-ci a d'ores et déjà le soutien des grandes puissances comme la France, pressée de voir rétablir l'ordre pour les intérêts des sociétés françaises établies au Maghreb.

Mais la fuite précipitée de Ben Ali est une victoire de la rue, de la lutte du peuple Tunisien décidé à prendre son sort en main. Depuis un mois, il se bat pour ses droits démocratiques et contre la misère qui s'étend en Tunisie comme en Algérie, la crise frappant brutalement les populations des pays les plus pauvres.

Contre la misère et la répression, la révolte !

Dans les deux pays, la liste de victimes de la répression étatique ne cesse de s'allonger. Si les causes immédiates de la révolte y sont différentes, les raisons profondes en sont les mêmes refus de :

- la misère et du chômage dans lesquels est précipitée une grande partie de la population, tandis que la minorité mafieuse participant au pouvoir s'enrichit en toute impunité,
- la corruption et le népotisme érigés en norme de fonctionnement de l'appareil d'Etat,
- les recettes appliquées depuis des années par les néolibéraux et sociaux-libéraux du FMI, de la Banque mondiale et de l'Union pour la méditerranée (surexploitation, casse des services publics, privatisations...).
- les incessantes attaques contre la liberté d'expression et les libertés syndicales dans ces deux Etats policiers.

Si ces deux régimes ont pu jusqu'à présent se maintenir face au mécontentement massif de la population, c'est en grande partie parce qu'ils reçoivent depuis des années le soutien des gouvernements qui se sont succédés dans les pays occidentaux, trop contents de pouvoir disposer sur place d'une main d'œuvre à bas prix.

Pas étonnant que dans ces conditions, des millions de maghrébins ne voient d'autre solution que de prendre le chemin de l'exil, au péril de leur vie, pour ensuite être surexploités dans les pays occidentaux qui fabriquent ainsi des sans-papiers.

Organiser la solidarité

Face à tant d'injustices et d'exploitation, les peuples se soulèvent aujourd'hui en Tunisie et en Algérie. Ils se battent pour les droits démocratiques, pour la justice sociale, contre la répression et les méthodes d'Etat policier.

En France, le mouvement ouvrier, le mouvement social, doivent affirmer leur profonde solidarité avec leurs luttes. Cela commence par la dénonciation de la politique de notre propre gouvernement. Dans la droite ligne des politiques de soutien aux dictateurs en Afrique menée sous tous les gouvernements depuis la « décolonisation », Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture, a étalé sa complicité en déclarant que Ben Ali était « mal jugé et qu'il avait fait beaucoup de choses ». Alliot-Marie a même proposé le savoir-faire de ses forces anti-émeute à la police tunisienne pour « régler les situations sécuritaires ».

Affirmons notre solidarité avec la lutte du peuple tunisien qui vient de démontrer qu'un dictateur peut se renverser par la rue. Par-delà les frontières, c'est le même camp des opprimés qui se bat pour ses droits démocratiques et sociaux légitimes.

15/01/2011

Tous au rassemblement unitaire de soutien à la lutte des peuples tunisiens et algériens à Bordeaux

Samedi 15 janvier à 15 h

parvis des droits de l'homme
(à côté du tribunal)

